



Démarche du Forum

Rapport d'étape

FORUM DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL LOCAL 2010

Août 2010

Démarche du Forum

But et objectifs

Fondé en 1993, le Conseil pour le développement local et communautaire d'Hochelaga-Maisonneuve (CDLCHM) est un regroupement d'organismes communautaires d'Hochelaga-Maisonneuve qui vise l'amélioration des conditions de vie de la population par l'action communautaire concertée comme approche privilégiée du développement socioéconomique. Dès les premières années de sa fondation, le CDLCHM a identifié cinq (5) objectifs :

1. Défendre les intérêts de la population que nous desservons;
2. Favoriser l'accès à l'information autour des grands enjeux;
3. Établir des consensus concernant les priorités de développement du quartier;
4. S'affirmer comme partenaires en tant qu'acteur économique et social;
5. Maximiser nos capacités d'intervention individuelles et collectives.

Dans la lignée des interventions que nous menons sur les enjeux en développement social du quartier Hochelaga-Maisonneuve, nous avons décidé d'organiser un Forum en développement social local. Prévu en 2009, le Forum va avoir lieu en janvier 2010. Il vise trois objectifs :

1. Définir des priorités d'actions concertées pour le quartier Hochelaga-Maisonneuve pour la période 2010-2015;
2. Revisiter nos pratiques de concertation et de partenariat;
3. Valoriser nos pratiques de citoyenneté.

Déroulement

Afin de dégager des priorités d'actions concertées pour le Forum et créer des alliances avec les acteurs du milieu, nous avons élaboré une démarche avec quatre moments importants : (1) une étape préparatoire (avril – septembre 2008), (2) cinq Chantiers thématiques (octobre 2008 – juin 2009), (3) une étape-synthèse par un comité aviseur (août – décembre 2009) et (4) le Forum (janvier 2010). Nous avons privilégié une structure organisationnelle souple pour l'animation des étapes menant au Forum. Orienté par le conseil d'administration du CDLCHM, l'équipe de travail est le maître d'œuvre de l'organisation technique et de la production de l'information nécessaire pour la démarche conduisant au Forum. Cinq personnes de la communauté ont accepté d'être cheffEs de Chantier. Ils-elles contribueront également aux travaux du comité aviseur qui proposera au Forum des priorités d'actions concertées.

Poser les bases d'une démarche concertée signifie : établir un processus où les acteurs impliqués, tout en conservant leur spécificité et leurs interventions sectorielles, s'ouvrent à celles des autres et les intègrent dans leur planification. Nous devons favoriser une recherche de consensus qui demande cerner adéquatement la complexité des enjeux. Cela exige de longues réflexions et discussions. Nous devons susciter la participation des acteurs et ce, selon les ressources limitées de beaucoup d'entre eux. Plus qu'un simple rendez-vous des partenaires du quartier, le Forum sur le développement social local 2010 se veut une démarche concertée qui va établir une vision globale des défis que le quartier devra relever entre 2010 et 2015. Pour cela, une démarche de vingt-deux (22) mois est nécessaire.

Contexte du quartier Hochelaga-Maisonneuve : six actions

Notre démarche s'inscrit dans une suite d'activités qui anime le quartier Hochelaga-Maisonneuve depuis le milieu des années 1990. Elle prolonge les échanges qui ont lieu dans les Concertations sectorielles du quartier et s'appuie sur des présentations et dossiers thématiques que le CDLCHM aborde lors de ses assemblées générales.

Forum sur l'employabilité (1995)

Afin de souligner son dixième anniversaire, le Chic Resto Pop organise, en novembre 1995, le «Forum de l'employabilité à l'emploi». Près de cent cinquante (150) personnes assistent à cet événement qui donne la parole aux personnes exclues du marché du travail afin qu'elles puissent revendiquer des façons de créer des emplois et de répartir autrement le travail existant. Le Forum s'est terminé par l'adoption de la déclaration des travailleurs et travailleuses exclues qui propose comme solution au chômage et à l'exclusion l'adoption d'une politique de plein emploi.

Parcours d'insertion (1995)

Lors des travaux préparatoires au dépôt d'une demande de financement pour un Carrefour jeunesse emploi et d'un incubateur d'entreprises d'insertion, le CDLCHM participe au développement d'un projet de parcours d'insertion qui doit reposer sur la volonté de l'individu qui veut entreprendre une démarche de pré-employabilité. Soutenu dans sa démarche par un groupe communautaire, cette personne peut s'orienter vers un stage en milieu de travail ou un retour aux études. Afin de mieux cibler le parcours, le CDLCHM effectue, en mars et avril 1997, une enquête auprès des organismes communautaires du quartier. Celle-ci souligne fortement deux éléments : l'absence de suivi individuel entre deux mesures d'employabilité et la difficulté d'établir un lien avec les employeurs soit par des stages ou par des emplois. En juin 1998, le projet-pilote de parcours d'insertion débute ses activités.

Forum local sur le développement social (1997)

En novembre 1997, le CDLCHM organise un Forum local qui réunit près de deux cents (200) personnes provenant des organismes communautaires, du secteur public et parapublic et des syndicats. Le Forum identifie des actions dont certaines sont discutées au Forum régional de développement social de décembre 1997.

Le Forum local ainsi que les Forums régionaux favorisent d'importantes réflexions sur les responsabilités sociales du gouvernement et des organisations communautaires envers les plus démunis. Selon nos niveaux d'intervention respectifs, nous entrevoyons différentes façons d'offrir les services et validons différemment la pertinence de créer des interventions concertées entre les partenaires du milieu afin d'agir plus adéquatement contre cette pauvreté.

Le CDLCHM coordonne un comité qui s'occupe des suites au Forum local. Ce Comité rassemble, le 18 septembre 1998, plus de soixante (60) personnes du quartier afin de présenter un tableau synthèse des enjeux et des pistes de solutions identifiées lors des débats de ce Forum. Nous avons alors invité les gens à identifier à partir de leur lecture du terrain et des possibilités d'action, ce qui est en cours de réalisation et ce qui devrait être fait. Cette démarche met en évidence les réalisations faites par les groupes communautaires et le travail accompli. Ce Comité voulait poursuivre son travail en retournant en plénière avec les intervenantEs afin de débattre des préoccupations récurrentes qui animent le mouvement communautaire.

Deux journées de réflexion (2000)

Nous organisons, à l'automne 2000, deux journées de réflexion sur le rôle du mouvement communautaire et ce en lien avec le tumulte qu'occasionne la restructuration de l'État québécois. Nous prenons comme outil de réflexion l'énoncé du Forum organisé par l'R des centres de femme du Québec qui propose d'explorer les divergences et les convergences des différentes visions/réseaux afin d'améliorer le développement de nos communautés dans une perspective de coopération plurielle. Les changements organisationnels au sein de l'appareil étatique favorisant, non seulement, la révision des

façons de faire mais également la mission de plusieurs groupes communautaires. Nous privilégions des rencontres qui placent en perspective notre réseau intersectoriel en développement local social.

Nous avons brièvement analysé les réseaux en place dans le quartier et nous avons cherché à mieux comprendre leurs capacités de travailler ensemble. Nous avons validé la nécessité d'un travail unifié qui respecte l'autonomie dans les pratiques et dans les missions afin de mieux comprendre la dynamique de concertation. Lorsqu'il y a une action sur le terrain, nous obtenons, à l'occasion, la création de passerelles entre différentes idéologies. Ceci constitue notre point commun d'ancrage et de concertation. La transversalité joue ici un rôle de lien entre les différents groupes et intervenantEs. Il y a donc des mouvements ou des moments charnières qui permettent plus facilement l'établissement de passerelles entre les organismes.

Les groupes communautaires affirment leur volonté de collaborer avec les groupes de différents secteurs. Toutefois, la méfiance, la défensive et le manque de temps constituent des obstacles de taille pour actualiser cette volonté d'ouverture. CertainEs sont d'avis que les organismes possèdent tout les outils pour entreprendre de nouveaux projets de développement social au sein du quartier et que le principal défi est celui d'agir ensemble. Mais la collaboration récurrente et régulière entre les différents groupes du quartier est difficile. Les alliances stratégiques des intervenantEs d'un même secteur d'affinité ne sont pas plus faciles que les alliances entre les secteurs. Elles sont difficiles car plusieurs groupes communautaires sont constamment confrontés à des problèmes de financement et de survie, ce qui est peu favorable à rendre disponible du temps afin d'établir une vision et des stratégies pour le développement local social du quartier.

Planification communautaire de Concertation Jeunesse Hochelaga-Maisonneuve (2006)

À l'automne 2006, Concertation Jeunesse HM pose un regard critique sur l'offre de services dans le cadre de la planification communautaire 2007-2010 portant sur le futur des services d'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes du quartier Hochelaga-Maisonneuve. La planification a identifié trois grandes orientations :

1. Établir des collaborations entre le réseau scolaire et les partenaires pour développer et offrir des services adaptés à la réalité des jeunes pour contrer le décrochage scolaire et social;
2. Maintenir, ajuster et promouvoir les activités et les services dans certains domaines de la santé et du social en lien avec les besoins des jeunes et de leur famille;
3. Définir le quartier Hochelaga-Maisonneuve comme milieu orientant et soutenant pour les jeunes.

Processus de concertation inter-secteur

Le conseil d'administration du CDLCHM se préoccupe, depuis quelques années, du processus de concertation local. Des secteurs se concertaient avant sa création., ils bénéficient de ressources humaines institutionnelles et parfois ont incorporé leurs concertations. Elles jouent donc un rôle majeur de concertation dans leur secteur.

Ce questionnaire était présent lors des Forum de 1997 et de 2000. On identifiait alors que le principal défi des groupes communautaires est celui d'agir ensemble et qu'une collaboration récurrente et régulière est difficile. S'ajoute à ces constats la nécessité de revoir nos processus de concertation locale dans leur globalité en considérant le nouveau rôle de l'organisation communautaire au CSSS Lucille-Teasdale, la volonté de concertations sectorielles d'obtenir du financement pour leur fonctionnement, quelques bailleurs de fonds considèrent l'Initiative montréalaise de soutien au développement social et local comme le lieu de concertation de l'ensemble des partenaires du milieu, etc...

Démarche vers le Forum 2010: étape préparatoire

Au printemps 2007, CDLCHM initie la démarche devant mener au Forum en développement social local. Il sollicite un financement à Centraide du Grand Montréal et intègre l'activité dans son plan de travail 2007-2008. Les partenaires prennent connaissance de la démarche et peuvent suivre les différentes étapes menant à la Journée préparatoire en mai 2008.

Nous avons organisé trois activités préparatoires aux Chantiers. Nous avons distribué un questionnaire, organisé une journée préparatoire, distribué un sondage. Nous tenions à bien faire comprendre aux intervenantEs l'ampleur de la tâche et l'importance de bien y souscrire. À l'exception de la journée préparatoire, les autres outils ont été plus ou moins aidant au niveau du contenu. Ils ont néanmoins eu une fonction pédagogique dans l'amorce de la réflexion et dans le processus d'insertion des intervenantEs dans les étapes du Forum.

Questionnaire

En préparation à la Journée préparatoire, nous avons demandé aux intervenantEs de compléter un questionnaire afin de recueillir leurs propos concernant quatre axes : mission de l'organisme, l'environnement local, l'organisation et les participantEs (annexe 1). Nous voulions recueillir les commentaires sur les éléments de l'environnement social, de l'organisation ou du membership et de la clientèle qui facilitent ou entravent la mission de leur organisme. L'intention était d'établir un premier portrait des enjeux auxquels font face les organismes et ce au-delà des évidences.

Nous avons reçu seize (16) réponses d'autant de groupes sur un potentiel d'une cinquantaine, ce qui était en-deçà de nos attentes. Le peu de réponses peut s'expliquer par la difficulté qu'on eu certainEs intervenantEs à remplir le questionnaire. Nous n'avons donc pas fait une synthèse des réponses. Nous avons utilisé le cadre proposé dans le questionnaire pour initier les discussions en atelier lors de la journée préparatoire.

Journée préparatoire du 28 mai 2008

Cette première activité visait à donner le ton à l'ensemble de l'exercice de réflexion collective. Il s'agissait de faire connaissance, de prendre la mesure de la démarche conduisant au Forum et de s'y inscrire. Au sommaire:

- Un peu d'histoire, exposé des mandats, visées et objectifs du Forum;
- Présentation du processus des Chantiers et de leur contenu;
- Recensement des réflexions et aspirations des participantEs;
- Inscription des participantEs aux différents Chantiers.

Cinquante et une (51) personnes, venant de vingt-neuf (29) organismes, ont participé à cette journée (annexe 2). Nous avons divisé la journée en quatre parties. En premier, nous avons présenté l'historique du CDLCHM. Deux intervenantEs qui ont participé à la création du CDLCHM, Manon Massé et Mario Régis, ont relaté les débuts de la Table de quartier et les défis qu'elle a dû relever. Nous avons ainsi pu reconnaître le chemin parcouru et constater que le quartier a connu un développement social et communautaire important. En deuxième partie, Jocelyne Bernier de la Chaire « Approches communautaires et inégalités de santé » nous a fait part des conditions contemporaines du développement social local. En troisième partie, l'équipe de travail du CDLCHM a présenté la démarche du Forum, ses buts et objectifs ainsi que les étapes du processus de concertation (annexe 3). Nous avons insisté sur le but du Forum qui est de doter le quartier de quelques priorités d'actions concertées auxquelles s'engagent les organismes. Il était important de comprendre ce qu'exige la concertation. Finalement, nous avons convié les participantEs en atelier à relever les enjeux auxquels

font face les organismes selon les trois axes que nous avons présenté dans le questionnaire : l'environnement local, l'organisation, les participantEs. Faute de temps, nous n'avons pas procédé à l'inscription des participantEs aux divers Chantiers.

Première rencontre dans le cadre de la démarche conduisant vers le Forum, la journée a permis de partager les pressentiments des participantEs concernant les changements qui se déroulent dans le quartier. Examen préliminaire de la situation où est décrit ce qui se profile à l'horizon, nous avons commencé à dessiner une image composite de la réalité du quartier.

Sondage

Troisième étape préparatoire dans la démarche conduisant au Forum, nous continuons le dialogue amorcé lors de la distribution du questionnaire et lors de la journée préparatoire. Le sondage vise à :

- Vérifier si les réponses obtenues sont partagées par plusieurs;
- Faire ressortir des préoccupations qui pourraient devenir ultérieurement des priorités de Chantiers;
- Susciter des débats et réflexions sur certaines thématiques qui ne seront pas abordées lors des Chantiers.

Le sondage n'était aucunement scientifique (annexe 4). Il s'agissait de valider la série de constats soulevés par un ensemble d'intervenantEs, suite aux réponses au questionnaire et aux discussions tenues lors de la Journée préparatoire du 28 mai 2008. Nous avons fait un travail de synthèse, de rassemblement et d'interprétation des réponses. Nous avons rassemblé les réponses par thématique, sachant que plusieurs étaient plus difficilement classables et que plusieurs questions sont sujettes à interprétation. Les répondantEs ont indiqué le niveau d'importance qu'ils-elles attribuaient à chacune des affirmations, en accord à leur contexte spécifique.

Nous avons reçu vingt-huit (28) réponses sur une cinquantaine organismes potentiels. Nous avons effectué trois types de tri: un tri sur l'ensemble des affirmations par ordre d'importance décroissant (du plus important au moins important), un tri sur l'ensemble des affirmations par ordre d'importance croissant (du moins important au plus important) et un tri par section. Un rapport du sondage a été produit (annexe 5).

Deux questionnements sont considérés très importants par plus de 80% des répondantEs : la concertation et les besoins de la population (Tableau 1).

Tableau 1 Questionnement important du sondage

Concertation	Besoins de la population
<ul style="list-style-type: none"> • Construire la mobilisation des acteurs locaux autour d'actions communes • Briser le travail en silo • Développer la collaboration et la confiance avec vos partenaires • Unifier les discussions pour en arriver à tenir un message commun • Augmenter les échanges d'expertise et de service entre les organismes 	<ul style="list-style-type: none"> • Répondre à l'insatisfaction des besoins primaires et à la détresse psychologique croissante • Accroître le nombre de logements sociaux adaptés (jeunes, personnes âgées, familles) • S'attaquer à l'absence de revenus décents pour les personnes du quartier • Rénover et réactualiser nombre d'installations sportives et scolaires désuètes et vétustes • Obtenir plus de services psychologiques gratuits avec des délais d'attente plus courts

Ce sondage signale que la concertation suscite des interrogations d'une partie importante des intervenantEs. Il a permis d'initier un dialogue plus soutenu sur la question de la concertation local. Nous avons d'ailleurs discuté de ce thème et de la citoyenneté plusieurs fois dans la démarche.

Démarche vers le Forum 2010 : cinq Chantiers

Thèmes des Chantiers

Pour se doter d'une vision globale des défis à relever, nous avons utilisé les indicateurs de contribution sociale que Louise Toupin a développé avec la collaboration de Nadine Goudreault. Dans leur étude, publiée en février 2001, intitulée *Des indicateurs sociocommunautaires pour estimer le travail des femmes dans les communautés*, les auteures identifient des indicateurs autres qu'économiques ou financiers. Elles évaluent la rentabilité sociale du travail accompli par les groupes de femmes dans le champ des « infrastructures sociales » des collectivités, soit le développement humain et social des personnes et des communautés. Elles ont élaboré des critères de richesse sociale dans une perspective féministe. Cette perspective convenait au projet que nous voulions initier dès l'automne 2007.

Nous avons déterminé cinq thèmes (annexe 6) qui circonscrivent un secteur d'intervention et déterminent un domaine d'étude permettant la collecte de données statistiques :

1. Conditions de santé et ses déterminants;
2. Environnement physique et naturel;
3. Conditions de vie matérielle, emploi et essor économique;
4. Éducation, arts, culture, loisir et sport;
5. Environnement social, citoyenneté, engagement civique.

Nous avons voulu circonscrire précisément le champ du développement social local tout en gardant un regard global. Nous avons donc déterminé un nombre limité d'indicateurs sociaux et économiques pour éviter le morcellement, tout en permettant d'avoir un portrait général du développement social local. Nous avons aussi développé des portraits qui favorisent le développement de la concertation intersectorielle. Nous avons ainsi évité le découpage par clientèles ou groupes d'âge.

Cadre théorique des Chantiers

Chaque Chantier s'appuyait sur un cadre théorique identique (annexe 7). L'état de l'environnement a un impact sur la qualité de vie général d'une population. L'amélioration d'un élément de cet environnement a un effet bénéfique sur la satisfaction des personnes à vivre harmonieusement dans celui-ci. Les intervenantEs issuEs des réseaux communautaire, institutionnel et privé collaborent pour développer trois types d'intervention qui visent (1) à agir en amont pour éviter qu'un problème apparaisse, (2) à régler le plus rapidement possible un problème particulier qui vient d'apparaître, ou (3) à porter assistance à autrui de façon continue en raison de la persistance d'un problème difficile à résoudre. Cette collaboration est déterminée par les visions et les façons de faire de chacun des réseaux, influençant ainsi les interventions auprès de la population. Des bailleurs de fonds publics (gouvernements) et privés (fondations) financent les trois réseaux. Les citoyenNEs sont impliqués dans le développement des interventions à tous les niveaux. Ils-elles le sont à différents titre mais surtout comme membres de conseils d'administration ou bénévoles d'organismes.

Ce modèle a servi de trame de fond dans les discussions et fut utilisé avec récurrence pour sensibiliser les intervenantEs à la nécessité de la concertation. Sans faire l'objet de grandes discussions, ce modèle place les actions des interventions dans un cadre où sont articulées les diverses dimensions d'un secteur. La collaboration sous ses différentes formes est ainsi au cœur des processus de concertation en

développement social. Le CDLCHM a ainsi un rôle majeur à jouer pour favoriser la concertation entre tous les acteurs. Pour atteindre les objectifs que nous nous fixons, nous devons collaborer. Plus nous serons précis dans ces collaborations, plus le CDLCHM jouera son rôle d'agent de concertation.

Participation des intervenantEs

Chaque Chantier a été chapeauté par une personne-ressource ayant une présence dans le milieu et possédant une connaissance des réalités propres à la thématique du Chantier (Tableau 2). ChefFE de Chantier, cette personne a contribué, avec l'équipe de travail, à la préparation et à l'animation de la journée. Elle a validé le contenu des portraits thématiques et la démarche de réflexion d'un Chantier.

Tableau 2 ChefFEs de Chantier

Chantier	ChefFE de Chantier	Organisme
1. Conditions de santé et ses déterminants	Martin St-Georges	organisateur communautaire CSSS Lucille-Teasdale
2. Environnement physique et naturel	Jonathan Aspireault-Massé	coordonnateur Comité Bails
3. Conditions de vie matérielle, emploi et essor économique	Thérèse Ste-Marie	directrice générale CDEST
4. Éducation, arts, culture, loisir et sport	Richard Aubry	directeur général CCSE
5. Environnement social, citoyenneté, engagement civique	Marie-Iris Légaré	intervenante La Marie Debout, Centre d'éducation des femmes

Les intervenantEs du quartier ont tous-toutes été invitéEs à s'inscrire aux rencontres du Chantier qui ont eu lieu entre novembre 2008 et mai 2009 (Tableau 3). Nous leur avons fait parvenir régulièrement une lettre d'invitation par courriel ainsi que des documents préparatoires au Chantier. Chaque organisme a délégué à chacun des Chantiers un ou plusieurs représentantEs selon leurs intérêts ou leur disponibilité. Quelques citoyenNEs ont participé à la démarche. Nous avons laissé aux organismes la responsabilité de mobiliser leurs participantEs à s'inscrire aux Chantiers et cela en concordance avec la vision que le CDLCHM a exprimé lors de la fondation soit de favoriser une citoyenneté collective. Globalement, quatre-vingt six (86) personnes ont participé à, au moins, un Chantier. Quarante-neuf (49) organismes ou institutions ont contribué aux travaux pour un total de cent quarante six (146) participations. Nous avons constaté l'absence ou la faible participation des organismes appartenant aux réseaux écologique, culturel, loisir et sport.

Tableau 3 Date et participation aux Chantiers

Chantiers	Date	Participation
1. Conditions de santé et ses déterminants	26 novembre 2008	27
2. Environnement physique et naturel	26 février 2009	18
3. Conditions de vie matérielle, emploi et essor économique	2 avril 2009	40
4. Éducation, arts, culture, loisir et sport	23 avril 2009	39
5. Environnement social, citoyenneté, engagement civique	28 mai 2009	22
	Total	146

But et objectifs

Le but des Chantiers est de définir des priorités d'actions concertées, qui obtiennent un engagement concret des participantEs, en vue d'améliorer la qualité de vie de la population en regard des cinq secteurs d'intervention. Lors des journées des Chantiers, nous n'avons pas l'intention d'aborder toutes les questions liées aux divers secteurs. Nous ne projetons pas, non plus, trouver toutes les solutions aux multiples problèmes soulevés et aux difficultés rencontrées par les intervenantEs dans leurs pratiques. Nous espérons identifier les problèmes et difficultés devant faire l'objet d'une attention particulière et définir quelques priorités d'actions favorisant la concertation et suscitant l'engagement du milieu. Les objectifs d'un Chantier étaient de :

1. Faire état de la situation dans les secteurs d'intervention par la présentation de portraits;
2. Identifier les enjeux et défis que doivent relever les organismes ;
3. Choisir les actions concertées où la concertation s'avère essentielle à l'atteinte des objectifs identifiés.

Faire état de la situation : portraits du quartier

Dans le cadre de la démarche, nous avons produit six portraits (annexe 8). L'un de ceux-ci était commun à tout les Chantiers. Chaque portrait présente, sous la forme d'un tableau ou d'un graphique, une donnée par page. L'objectif était de produire un portrait-synthèse suffisamment précis pour obtenir une bonne idée des progrès ou reculs du quartier en développement social local. Une copie du portrait sociodémographique ainsi que le portrait thématique du Chantier était transmise avant le Chantier à chaque participantEs. Une copie papier était incluse dans la pochette du Chantier. Cette procédure a été globalement appréciée. Les portraits et autres éléments nécessaires à la démarche étaient régulièrement intégrés au site internet du CDLCHM.

Les données du recensement de Statistiques Canada utilisées dans le portrait sociodémographique nous permettent d'établir quatorze (14) constats relativisant certaines perceptions que des intervenantEs ont du quartier depuis plusieurs années. Au-delà des données évidentes ou des faits connus, les éléments suivants ont suscité des discussions lors des Chantiers :

1. La population totale se stabilise;
2. La proportion hommes-femmes se renverse;
3. Le nombre de personnes n'ayant pas déménagées augmente;
4. L'immigration reste faible.

Dans les cinq portraits thématiques, nous avons présenté un maximum de dix (10) constats par Chantiers. Nous y brosons un portrait le plus près de la réalité en fonction de la disponibilité de l'information. Dans bien des cas, cette disponibilité fut le principal défi que nous avons dû relever. Des critiques ont été formulées sur le contenu des portraits. Plusieurs intervenantEs trouvaient que nous présentions une image embellie du quartier. Notre objectif était de présenter des portraits réalistes tout en faisant ressortir l'impact qu'ont eu les ressources communautaires sur le développement social du quartier. Depuis les années 1970, le mouvement communautaire local a travaillé avec acharnement à l'amélioration de la qualité de vie de la population, nos portraits reflètent ces acquis.

Les éléments suivants en ont surpris plusieurs ou ont suscité des discussions lors des Chantiers :

Chantier Conditions de santé et ses déterminants:

1. L'espérance de vie s'améliore;
2. Un taux d'hospitalisation pour troubles mentaux très élevés.

Chantier Environnement physique et naturel:

1. Le quartier possède plusieurs îlots de chaleur ;
2. Le réseau routier provoque de l'insécurité;
3. Les industries et le camionnage provoque moins de nuisances.

Chantier Conditions de vie matérielle, emploi et essor économique:

1. Le quartier possède plus de 10% de logements sociaux;
2. Les ressources alimentaires sont inégalement réparties;
3. Les organismes communautaires sont une force économique majeure.

Chantier Éducation, arts, culture, loisir et sport:

1. Maturité scolaire : quatre enfants sur dix sont vulnérables;
2. Près de 400 activités, culturelles, de loisir et sportives sont offertes.

Chantier Environnement social, citoyenneté, engagement civique:

1. Il y a peu d'activités favorisant le bon voisinage;
2. Neuf groupes font de la mobilisation citoyenne collective.

Nonobstant les difficultés rencontrées dans la collecte de données, nous avons élaboré une structure d'information qui nous permet de constituer une base pour établir des indicateurs en développement social local. Ainsi, elle servira éventuellement à la constitution d'un observatoire de développement social local pour le quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Identifier les enjeux et défis

Pour identifier les enjeux et défis les plus importants, les participantEs se sont regroupéEs en plusieurs petits groupes et ont identifié des enjeux sur lesquels nous devons porter une attention particulière et apporter des solutions. Nous avons toujours octroyé une période d'une heure pour cet exercice afin de permettre l'émergence d'un portrait impressionniste des enjeux en identifiant les enjeux les plus importants, ceux qui spontanément intéressent les intervenantEs. Nous ne cherchions pas à établir une liste exhaustive des enjeux pour chacun des secteurs. Cette étape était un préambule à l'élaboration des actions concertées. Nous avons identifié trois cent quatre-vingt trois (383) enjeux (annexe 9).

Cette activité a connu des modifications au cours de la démarche. Aux deux premiers Chantiers, nous avons choisi d'effectuer une catégorisation des enjeux afin d'établir une première interprétation. Notre volonté était d'inscrire rapidement les participantEs dans une démarche de formulation d'actions concertées lors des ateliers de l'après-midi. Suite à des critiques, nous n'avons pas repris cette étape. Nous avons simplement distribué la liste des enjeux tel que formulés lors de l'exercice d'identification. Cette liste a servi d'outil aux participantEs lors de l'élaboration d'actions concertées en atelier.

Les enjeux identifient des problèmes ou difficultés qui n'ont pas ou peu trouvé de solutions au cours des années. Ils sont toujours des préoccupations et révèlent la distance entre ce qui est idéalement souhaité en développement social local et ce qui est vécu par la population. Un grand nombre d'enjeux dépassent les possibilités d'un seul quartier et touchent des réalités régionales, nationales ou mondiales. L'exercice de définition des enjeux se voulait préparatoire aux discussions en atelier portant sur des propositions d'actions concertées, nous n'avons donc pas analysé les différents enjeux pour déterminer ceux qui sont les plus facilement abordables localement.

En rétrospective, ce fut possiblement une erreur d'escamoter cette étape d'analyse. Nous aurions dû prendre du temps pour identifier et analyser les enjeux qui ont une portée locale et identifier les actions

concertées réalisables. L'étape d'élaboration de propositions d'actions concertées aurait été plus facile. Cependant, cela aurait eu comme conséquence d'alourdir la démarche et éventuellement de désintéresser les intervenantEs qui souhaitent passer rapidement à l'action afin d'explorer des solutions locales et des problèmes locaux. Nous avons cherché à établir un équilibre entre la réflexion et le développement d'actions concertées. À l'occasion du Forum 2010, un travail de synthèse des enjeux sera réalisé afin d'identifier les enjeux à portée locale pour lesquels il est possible de formuler des propositions d'actions concertées.

Choisir les propositions d'actions concertées

À chacun des Chantiers, nous avons pour objectif de définir en atelier des priorités d'actions concertées qui obtiennent un engagement concret des participantEs. Nous souhaitons à la fin que les participantEs s'engagent concrètement dans la réalisation d'au moins une priorité. Nous avons prévu qu'après chaque atelier d'élaboration de propositions d'actions concertées, nous aurions un temps en plénière pour voter sur les propositions prioritaires suscitant un engagement des organismes. Rapidement, nous avons constaté que cet objectif était difficilement atteignable, parce que (1) le temps manquait pour élaborer des propositions suffisamment précises et (2) que les intervenantEs n'avaient pas le mandat d'engager leur organisme à mettre en œuvre des actions concertées.

Après le premier Chantier *Conditions de santé et ses déterminants*, nous avons décidé de soumettre aux organismes et institutions deux propositions d'actions concertées afin de les inciter à déposer, préalablement à la journée, leurs propositions d'actions concertées. Celles-ci devaient faire l'objet de discussions lors des ateliers organisés en après-midi. L'outil d'élaboration qui leur était proposé reflétait le format dans lequel nous voulions obtenir les propositions. Nous désirions que les organismes proposent des actions concertées contenant les éléments suivants : un enjeu, une réalisation vérifiable, les personnes ou groupes à qui s'adresse l'action, une instance responsable, les partenaires souhaités et un délai de réalisation. Au fil de la démarche, les intervenantEs ont compris l'importance d'inscrire une action concertée en utilisant l'outil proposé. Le CDLCHM a formulé six propositions et la communauté en a proposé sept pour un total de treize (13) actions concertées qui ont fait l'objet de discussions en ateliers (annexe 10).

Dans les ateliers, nous avons discuté des enjeux identifiés précédemment ou des propositions d'actions concertées qui ont été déposés pour la journée du Chantier. Les participantEs ont également identifié de nouveaux enjeux ou posé les bases de nouvelles propositions d'actions concertées. L'exercice a démontré à toutes les fois que la concertation devant susciter un engagement concret est un défi en soi et que les organismes doivent s'approprier adéquatement une priorité et éventuellement la prévoir dans leur planification annuelle. C'est un processus exigeant pour les intervenantEs. Il demande l'établissement de collaborations qui sollicitent dans un premier temps davantage de disponibilité et exigent une révision d'habitudes déjà bien établies.

Bilan global

Afin de dégager des priorités d'actions concertées pour le Forum 2010, nous avons entrepris une longue démarche marquée de quatre moments importants : (1) une étape préparatoire (avril – septembre 2008), (2) cinq Chantiers thématiques (octobre 2008 – juin 2009), (3) une étape-synthèse par un comité avisé (août – décembre 2009) et (4) le Forum (janvier 2010). Cette démarche, qui va durer vingt-deux (22) mois, est nécessaire, compte tenu du défi recherché soit d'obtenir l'engagement des organismes sur des priorités d'actions en développement social local qui nécessitent la concertation. La qualité du processus menant à l'engagement des organismes dans un exercice de planification de quartier est l'orientation que nous avons privilégiée. Nous devons prendre le temps de réfléchir aux enjeux et défis à relever et bien comprendre la nécessité de la concertation. Nous devons aussi nous

accorder du temps pour gérer les inévitables tensions que soulèvent ce genre d'exercice. Cela nous permet d'éviter le piège de la « liste d'épicerie » en orientant les intervenantEs vers des choix et à s'autodiscipliner dans l'élaboration des propositions d'actions concertées.

L'exercice de production et de présentation des portraits a été un succès. Plusieurs intervenantEs ont souligné que ces portraits, même s'ils comportent des lacunes, sont essentiels pour mieux comprendre les réalités du quartier. Nous avons produit un outil qu'on ne peut que bonifier. Déjà, nous envisageons la constitution d'un observatoire en développement social local pour le quartier qui rassemblera les principales institutions du quartier : CSSS Lucille-Teasdale, Arrondissement Mercier – Hochelaga-Maisonneuve, CDLCHM.

La citoyenneté a été abordée de façon récurrente. Il y a actuellement un débat entre deux tendances. La première, plus ancienne, soutient la pratique citoyenne collective. Celle-ci est au fondement du réseau communautaire formé, entre autres, de comités de citoyenNEs. Issue de noyaux de citoyenNEs préoccupéEs par l'existence d'injustices sociales, cette citoyenneté collective s'est dotée de structures démocratiques pour rassembler et mobiliser des citoyenNEs touchéEs de près ou de loin par ces injustices. Au fil du temps, il s'est constitué un réseau qui a développé une éthique sociale et démocratique exigeant le respect de certaines règles de représentativité et le développement de pratiques visant le bien commun. Cependant, des questions sont soulevées aujourd'hui sur le glissement opéré vers le développement du service communautaire versus la mobilisation et sur la professionnalisation de l'organisation communautaire. Ces deux éléments auraient provoqué l'affaiblissement de l'implication citoyenne collective.

La deuxième tendance, plus récente, soutient la pratique citoyenne individuelle, en partie en réponse aux difficultés vécues dans la citoyenneté collective. Elle vise la promotion d'une implication sur des enjeux sociaux d'individus habitant dans un quartier, ayant la disponibilité et les connaissances pour le faire. Cela nécessite parfois l'établissement de processus et de structures pour soutenir cette implication. Certains organismes, comme la CDEST et le CSSS Lucille-Teasdale, offrent ce genre de soutien. Le portrait sur l'implication citoyenne individuelle démontre qu'il existe plusieurs lieux d'implication insoupçonnés. Il soulève le débat de la représentativité des personnes impliquées. Sont-elles impliquées pour le bien commun ou représentent-elles des intérêts particuliers ? Comment assure-t-on qu'elles parlent en droit au nom d'un ensemble de citoyenNEs ?

En raison des implications importantes que cela peut avoir sur le développement communautaire et les pratiques communautaires, le CDLCHM n'a pas voulu, dans le cadre de la démarche du Forum, trancher le débat entre les deux tendances, ni l'aborder de front. Les intervenantEs se questionnent cependant sur la citoyenneté et le redéploiement d'une citoyenneté dynamique au sein de la communauté devrait devenir une priorité d'action concertée au Forum.

L'exercice d'établir une concertation devant susciter un engagement concret est un défi en soi que peu d'organismes ou institutions relèvent en y octroyant le temps nécessaire. La concertation est exigeante, elle repose sur un degré élevé de collaboration. Les organismes doivent s'approprier adéquatement une priorité et éventuellement la prévoir dans leur planification annuelle. Ils doivent établir des collaborations qui sollicitent dans un premier temps davantage de disponibilité et exigent une révision d'habitudes déjà bien établies. La concertation implique la mise en commun de savoirs et de ressources et peut exiger de modifier des activités, des services ou le fonctionnement de son organisation. C'est un processus exigeant pour les intervenantEs. S'échanger de l'information, se référer des personnes ou coordonner ses actions, demandent un degré moins élevé de collaboration que l'action en concertation qui, elle, exige de s'engager dans un projet commun.

Les Chantiers ont dégagé un contenu substantiel formé d'enjeux et de propositions d'actions concertées. Nous avons produit un bilan pour chacun de ceux-ci (annexe 11). Référence globale de la démarche entreprises, ils regroupent les éléments essentiels pour les prochaines étapes menant au Forum de développement social local 2010.

La prochaine étape est de mobiliser à l'automne 2009 les personnes ayant été au cœur de l'organisation des Chantiers (les 5 cheffEs de Chantiers, les membres du conseil d'administration du CDLCHM et l'équipe de travail), les rassembler dans un comité aviseur et leur donner l'objectif d'élaborer un cahier de propositions d'actions concertées qui s'appuie sur les travaux des Chantiers mais aussi sur les connaissances des personnes. Ceux-ci Le Forum consistera essentiellement à choisir, parmi les nombreuses propositions, celles qui suscitent un engagement d'un ensemble d'organismes et qui favorisent la concertation entre eux.